

Session budgétaire privée de... budget

Les conseillers généraux sont confrontés à un problème inédit : ils sont dans l'incapacité de préparer le budget 2014. Et le futur découpage continue à diviser.

Philippe Ramond

philippe.ramond@centrefrance.com

Du jamais vu ! À l'heure d'établir le budget 2014, voilà les élus du Loiret au chômage technique. « C'est la première fois depuis plusieurs décennies que nous ne voterons pas notre budget en décembre. Trop d'inconnues existent sur les dotations de l'État susceptibles de nous être versées » explique d'emblée Éric Doligé (UMP).

L'État jugé à l'origine de bien des maux

Hier matin, le président du conseil général qualifie donc la session d'« allégée ». La « vraie » session budgétaire devrait donc se dérouler entre le 15 mars et le 15 avril prochains. En bon politique UMP qu'il est, Éric Doligé n'a pas



CATACLYSME. En raison de budgets réduits (ministères Sports, Culture), 40.000 emplois associatifs pourraient disparaître.

manqué d'égrener les promesses non tenues, les faux pas et les reculades du gouvernement socialiste. Synonymes de recettes qui s'envolent. « L'écotaxe devait nous rapporter 8 M€ par an, au minimum ». En raison de coupes sombres au Sport comme à la Culture, il prédit la disparition, cette année, de 40.000 emplois dans les associations (400 dans le Loiret). Etc, etc...

David Thiberge (PS) se dit « stupéfait » du propos d'Éric Doligé, faisant réf-

érence à l'héritage Sarkozy et considérant que « le pays vit au-dessus de ses moyens depuis trente ans ». Ce à quoi le président Doligé rétorque : « le gouvernement Sarkozy a augmenté la dette de 500 milliards en cinq ans ; le gouvernement Ayrault de 258 milliards en dix-huit mois ».

« Véritable scandale »

Mais les débats se sont surtout focalisés sur le redécoupage des cantons (révélé en exclusivité par La Rep' dans ses éditions

de dimanche et lundi).

Eric Doligé parle d'une carte « essentiellement politique » et de « véritable scandale ». Et, sans le citer, il fait allusion au fait que Jean-Pierre Sueur ait pu actionner la paire de ciseaux pour cette « carte surprenante ». Afin d'étudier l'épineux sujet, une session spécifique réunira les conseillers généraux le 23 janvier.

Si les élus socialistes (MM. Brard, Breffy, Thiberge, Mmes Besnier, Pravecq) vantent la parité qui s'y rattache, Hugues Saury (UMP) retient que « ce découpage, résultant de l'arbitraire, a sacrifié la proximité au profit de la parité ». Un élu rappelant qu'il faudra parcourir 74 km pour couvrir, d'ouest en est, le futur canton de Courtenay ! Marc Gaudet (Parti radical) voit dans ce découpage « à la sauce socialiste » des aberrations : « le canton de Malesherbes comptera 55 communes. En comptant de 5 à 10 dossiers à défendre par commune, faites le calcul ! », indique l' élu, comme pour démontrer combien on est très loin, ici, des réalités du terrain. ■

EN BREF

Hommage. La session d'hier a débuté par une minute de silence en hommage à Jean Poulain, conseiller général maire de Briare (de 1979 à 2011), décédé le 11 novembre dernier. Les conseillers généraux iront à Briare le 22 janvier pour saluer sa mémoire.

Ex-conseiller général agressé. Hubert Frémy, 86 ans, vice-président du conseil général (canton de Châtillon-Coligny) et maire de Montbouy durant plusieurs dizaines d'années a été agressé à son domicile à deux reprises, tout dernièrement. « On les a volés, du matériel a été brisé à leur domicile, sa femme et lui ont été plaqués au sol durant plus d'une heure » explique Alain Grandpierre, son successeur, qui a révélé que l'octogénaire est hospitalisé depuis plusieurs semaines. En réaction, Éric Doligé a eu des propos très durs quant au laxisme actuel face à ce type de délinquance, ironisant en ces termes : « les gendarmes savent quelle est l'origine des individus. Mais faut pas le dire... ».

CARSAT Centre « cavalière ». Sans consulter ni aviser le conseil général, la CARSAT Centre a édicté de nouvelles règles d'admission à ses prestations pour les personnes peu dépendantes. Ce qui génère pour elles diminution ou rupture totale des heures d'aide à domicile. « Nous demandons à la CARSAT Centre de réexaminer les conditions d'accès à ses prestations. Celles édictées fragilisent la vie quotidienne de ces personnes et les précipitent vers les établissements, alors qu'elles pourraient être maintenues à domicile pour un moindre coût », assène Éric Doligé.

Sourde oreille. « La politique de la sourde oreille porte ses fruits quand on se nomme l'État » dénonce Éric Doligé, « quatre des quatre lettres envoyées à l'État au sujet du remboursement des sommes engagées, 5 M€, pour les mineurs étrangers isolés (MIE) sont restées sans réponse ». Il convient donc de renoncer à ce financement. Éric Doligé, face à l'arrivée massive de jeunes Étrangers, demande à ce que les autres départements « participent à l'élan de générosité à l'égard de l'enfance internationale ». Il glisse que des départements de gauche, comme la Dordogne, les refusent alors qu'une circulaire ministérielle a force de loi...